

Naissance de Malidjama, un réseau de compétences et de talents

Le réseau Malidjama a été lancé à Paris le samedi 9 mai 2015, en présence de Man-gal Traoré, Consul général du Mali en France et d'Oumar Keïta, ambassadeur délégué permanent du Mali auprès de l'Unesco. Abraham Sidibé, président de Malidjama, a rendu un hommage global aux victimes des catastrophes naturelles, des guerres, du terrorisme et particulièrement aux victimes de la crise au Mali et à ceux qui, à la quête d'une vie meilleure, ont péri en Méditerranée.

Le réseau Malidjama est le projet commun d'un groupe d'entrepreneurs économiques, artistiques, sportifs et universitaires maliens vivant en France, à qui il est apparu évident que l'union de leurs expériences renforcerait le rayonnement de la diaspora. Ce réseau de compétences est appelé à devenir un club d'idées, d'initiatives entrepreneuriales et de rencontres qui permettra à tous les Maliens talentueux, où qu'ils vivent dans le monde, de promouvoir l'entreprenariat dans leur pays de résidence et au Mali. Malidjama se fixe comme objectif de réunir les forces vives de la diaspora, tant dans le milieu des affaires que dans le milieu artistique, afin de promouvoir l'excellence des Maliens de l'extérieur et de favoriser leur intégration socio-économique par la formation et le travail. Par le biais de conférences et d'événements, Malidjama sensibilisera l'opinion à toutes les questions relatives au développement humain et culturel de la diaspora. Malidjama n'entend évidemment pas se substituer aux structures qui existent déjà en France et ailleurs. Dans le respect de l'ancêtre entraide malienne, le

réseau travaillera avec celles qui, dans un esprit d'échange et de réciprocité, sont prêtes à mutualiser leurs compétences.

Séga Goundiam, chercheur, consultant et membre du réseau Malidjama, a détaillé les défis que celui qui rêve de succès doit relever. Pour entreprendre et réussir, il faut d'abord avoir une idée qui, par son originalité et sa légitimité, sera reconnue digne d'intérêt dans un contexte donné. Ensuite, il est nécessaire de réunir les compétences pour concrétiser cette idée, c'est-à-dire savoir faire appel à des talents complémentaires pour constituer une équipe capable de gagner. Les chances de réussite sont évidemment augmentées quand on possède l'embryon d'un financement. Le tout doit bien sûr s'inscrire dans l'environnement réglementaire et légal. Ce qui est d'ailleurs simple et clair en France, mais qui, comme chacun le sait, est plus aléatoire et nébuleux lorsqu'il s'agit d'entreprendre au Mali.

Aucune idée ne pourra être matérialisée si la gestion n'en est pas rigoureuse. C'est souvent là que le bât blesse dans le milieu malien, car on mé-

nage d'abord volontiers sa petite et sa grande famille. Impatience et réussite font rarement bon ménage. Entreprendre est un combat de longue haleine qui demande un effort soutenu pendant longtemps et une capacité d'adaptation à la rapidité du monde actuel. Entreprendre n'est facile pour personne, mais entreprendre quand les gens pensent que vous «venez d'ailleurs» est encore plus complexe, que ce soit dans le milieu purement économique, ou dans le milieu artistique.

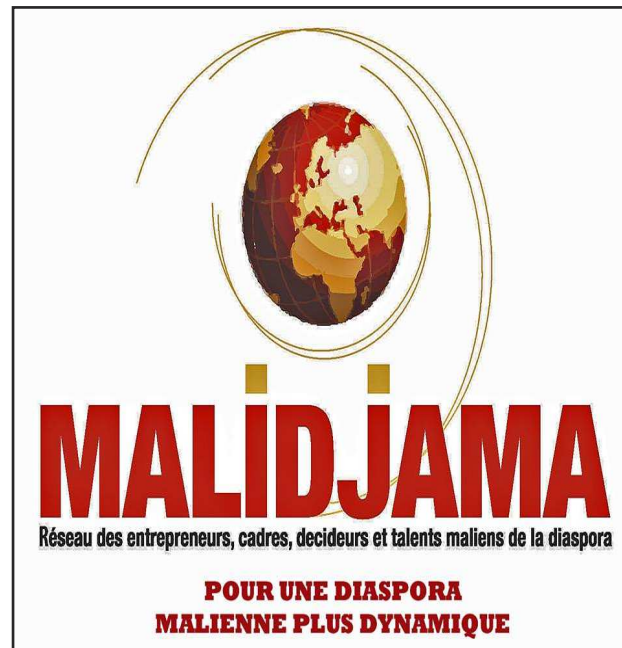
Si l'idée est remarquable, elle sera bien accueillie, car c'est la qualité et l'originalité de l'idée qui seront considérées et évaluées et non l'appartenance culturelle de celui qui l'a eue. Savoir faire est une chose, mais faire savoir en est une autre. Tout entrepreneur, quel que soit son domaine, ne doit surtout pas oublier de faire connaître ce qu'il fait. Les médias, les réseaux existent, il faut s'en servir, mais on doit savoir donner de sa personne et aller soi-même à la rencontre de ceux qu'on cible, consommateurs ou public d'événements culturels et sportifs, pour les convaincre sans relâche de la qualité de

ce qu'on leur propose.

Le dernier frein à l'esprit d'entreprise au sein des diasporas est ce qu'on appelle le plafond de verre, ce plafond invisible qui impressionne, qui empêche de grimper. Ceux «venus d'ailleurs» ne s'autorisent pas certains domaines, car ils les estiment, même inconsciemment, inaccessibles, et, même parfois, réservés aux autres. Sans doute d'abord par manque de confiance en soi, mais souvent parce qu'une ou deux tentatives se sont soldées par un échec cuisant. Séga Goundiam a terminé son intervention en soulignant l'intérêt d'un réseau comme Malidjama dont le maillage de compétences pourra, à terme, renforcer ceux qui y auront été accueillis. Mais, il est conscient que le réseau devra, lui aussi, passer de l'idée à la concrétisation.

Des questions ont été posées. Des témoignages ont été apportés. La contribution de Moriba, membre de Malidjama, a donné espoir à ceux qui rêvent d'entreprendre. Né au Mali, il est en effet aujourd'hui à la tête de «Moriba, Saveurs d'Afrique», marque spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits alimen-

société 11



taires ethniques africains». Le siège de son entreprise se trouve à Strasbourg dans l'Est de la France où il était venu étudier. Pour amener son entreprise à son rayonnement international actuel, «Moriba, entouré d'une équipe aussi passionnée que travailleuse, n'a cessé de travailler depuis 1996 pour faire connaître le concept, enrichir petit à petit l'offre, valoriser les produits, non seulement par leur qualité, mais aussi par leur packaging afin de répondre toujours aux besoins du consommateur».

Samedi dernier, ceux qui ne connaissaient pas encore les saveurs et parfums des produits Moriba ont pu les découvrir, puisqu'ils composaient le cocktail de clôture de cette cé-

rémonie organisée dans la grande salle du Consulat du Mali, en périphérie parisienne. Beaucoup de paroles ont été prononcées lors du lancement de Malidjama. C'est sans doute pour cela que Guimba national, lui-même membre du réseau, a d'abord égratigné de sa facétie certains discours présidentiels avant de rappeler la force de la parole qui, une fois émise, ne peut pas être rattrapée. Habib Dembélé a couronné sa prestation en racontant l'histoire de Sara qui glorifie celle ou celui qui honore son serment. «Sara, c'est le charme et le charme, c'est le gage de la parole donnée».

Françoise WASSERVOGEL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DE CRI DE CŒUR

Baliser le terrain pour mieux appréhender les futurs défis

Le Collectif Cri de cœur a tenu sa première assemblée générale extraordinaire le samedi 9 mai 2015. C'était à son siège sis à Niamakoro-Cité Unicef (en face de la Cité des Enfants). La cérémonie d'ouverture était présidée par Youssouf Diagne, Conseiller technique au ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction des régions du Nord. Cette assemblée générale a été une nécessité en cette période charnière dans la vie de cette organisation humanitaire lancée en avril 2012, alors que les deux tiers du pays tombaient sous la main des terroristes et des narcotrafiquants.

«La tenue de cette assemblée générale extraordinaire intervient dans un contexte particulier», a rappelé le président du Collectif Cri de cœur (CCC), Almahady Moustapha Cissé, dans son mot de bienvenue. En effet, cette rencontre décisive dans la vie de cette organisation a lieu à «une semaine, jour pour jour, de la signature de l'accord définitif de paix et de réconciliation et trois ans après la grande opération humanitaire» menée à travers une seconde Caravane humanitaire en direction des villes sous occupation. Et cela, en partenariat avec le Haut conseil islamique, la Croix Rouge et le Coren.

La cérémonie d'ouverture de cette assemblée générale extraordinaire a été rehaussée par la présence de nombreuses personnalités dont Malick Alhousseïni Maïga du

Collectif des ressortissants du Nord (Coren), d'Adama N. Diarra du Fonds de solidarité nationale (Fsn) et du Dr. Hamady Traoré de l'Ong «Horizon Vert».

Le président Cissé n'a pas raté l'opportunité de partager les actions majeures du Collectif Cri de cœur en trois d'existence. Des actions reconnues comme d'une grande utilité par les partenaires et les autorités de la République lors de la cérémonie d'ouverture présidée par Youssouf Diagne, Conseiller technique au ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction des régions du Nord.

Après avoir félicité les responsables et adhérents du Collectif, les intervenants se sont appesantis sur le confort que ces actions ont apporté à des populations en détresse, presque abandonnées à leurs bourreaux, dans une période cruciale. «En tant qu'observa-



teur privilégié et humanitaire, je suis fier des actes posés par le Collectif», a déclaré Adama N. Diarra, directeur du Fonds de solidarité nationale et aussi président d'honneur du Collectif Cri de cœur. En encourageant l'organisation à persévérer sur le noble chemin de l'humanitaire, les intervenants ont balisé les pistes des futures interventions du Collectif. Naturellement, c'est un grand chantier qui va s'ouvrir dans le pays, notamment

dans les régions du Nord, après la signature d'un accord définitif de paix et de réconciliation le 15 mai prochain. Accueillir les déplacés et des réfugiés et créer les conditions de reprise de leurs activités est tout un défi en soi. Cela risque de prendre du temps, durant lequel il faut non seulement un accompagnement psychologique, mais aussi social et financier car certains ont tout perdu en quittant leur résidence.

Même si l'espoir doit être de mise, le chemin de la paix sera aussi jalonné de difficultés. Surtout que l'insécurité et la vulnérabilité glissent quotidiennement vers les femmes et les enfants. Cette situation interpelle donc les humanitaires, notamment Cri de cœur.

Un savoir-faire à faire prévaloir dans l'humanitaire. Comme conseillé par Adama N. Diarra, le Collectif doit profiter du vécu du terrain pour approcher les autorités, les partenaires techniques et financiers afin de mettre en avant son expérience, donc son savoir-faire, qui est un atout incontestable face aux nouveaux défis. Les responsables du Collectif sont conscients des nouveaux défis et surtout des enjeux du futur. D'où la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour évaluer les actions menées, baliser le chemin pour de nouveaux engagements et se repositionner sur d'autres fronts de consolidation de la paix en gestation. «Cette relance est un devoir vis-à-vis de nos populations... Les besoins sont énormes et nous devons nous préparer à continuer à combler leurs nombreuses et légitimes attentes», assure le président Almahady Moustapha Cissé.

Cette rencontre (assemblée générale extraordinaire) a donc permis au Collectif de s'inscrire dans la continuité des actions engagées, tout en s'accordant des possibilités d'ouverture, notamment vers le développement durable, permettant aux populations bénéficiaires de définitivement tourner la page des crises qui entravent le développement de leurs régions respectives, voire de leur pays, le Mali. Ainsi le toilettage des textes (statuts et règlement intérieur) a permis à l'organisation humanitaire de se doter d'un nouveau Conseil d'administration et d'une Direction exécutive présidés (les deux instances de gestion) par Almahady Moustapha Cissé, reconduit pour un mandat de trois ans. Dans les jours à venir, le Conseil d'administration va valider le Plan d'actions 2015-2016. Au sortir de cette assemblée générale extraordinaire, les participants ne cachaient pas leur satisfaction d'avoir impulsé une nouvelle dynamique à ce Collectif afin de lui permettre de consolider ses acquis et de faire face aux nouveaux défis de l'après accord d'Alger.

Moussa BOLLY